

OMPI



OMPI/GRTKF/IC/2/14
ORIGINAL : anglais
DATE : 12 décembre 2001

F

ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE
GENÈVE

**COMITÉ INTERGOUVERNEMENTAL DE LA PROPRIÉTÉ
INTELLECTUELLE RELATIVE AUX RESSOURCES GÉNÉTIQUES,
AUX SAVOIRS TRADITIONNELS ET AU FOLKLORE**

Deuxième session
Genève, 10 – 14 décembre 2001

**DÉCLARATION DES CHAMANS SUR LE RAPPORT
ENTRE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE ET LA PROTECTION
DES SAVOIRS TRADITIONNELS ET DES RESSOURCES GÉNÉTIQUES**

Document présenté par la délégation du Brésil

1. Le 12 décembre 2001, la délégation brésilienne a présenté à la deuxième session du comité intergouvernemental, pour diffusion, le document intitulé “Déclaration de São Luís do Maranhão” (“Déclaration des Chamans sur le rapport entre la propriété intellectuelle et la protection des savoirs traditionnels et des ressources génétiques”).
2. Le document susmentionné est reproduit en annexe.

[L'annexe suit]

Déclaration de São Luís do Maranhão

Nous, représentants des autochtones du Brésil, pays multiculturel où vivent 220 communautés ethniques différentes qui, à elles toutes, parlent 180 langues et où une population de 360 000 autochtones occupe 12% du territoire, réunis dans la ville de São Luís do Maranhão, du 4 au 6 décembre 2001, pour une réflexion sur le thème “*Sagesse et science indigènes et propriété intellectuelle*”, à l’invitation de l’Institut national de la propriété industrielle du Brésil (INPI), déclarons ce qui suit :

1. Nos forêts ont été préservées grâce à notre savoir millénaire.
2. En tant que représentants des autochtones, nous jouons un rôle important dans le débat sur l’accès à la diversité biologique et aux savoirs traditionnels qui s’y rapportent, puisque nos terres et territoires renferment la majeure partie de la diversité biologique de la planète (près de la moitié) et qu’ils ont une grande valeur sociale, culturelle, spirituelle et économique. En tant que peuples autochtones traditionnels vivant dans divers écosystèmes, nous détenons des connaissances relatives à la gestion et à l’utilisation durables de cette diversité biologique. Il s’agit là d’un savoir collectif et non d’une marchandise susceptible d’être commercialisée comme un quelconque produit sur le marché. En effet, notre savoir relatif à la diversité biologique est indissociable de notre identité, de nos lois, de nos institutions, de notre système de valeurs et de la conception cosmologique du monde propre aux peuples autochtones.
3. Nous recommandons au Gouvernement brésilien de permettre aux communautés autochtones d’être représentées au Conseil brésilien pour la gestion du patrimoine génétique afin qu’elles puissent participer à ses travaux.
4. Nous recommandons au Gouvernement brésilien de réglementer l’accès aux ressources génétiques et aux savoirs traditionnels qui s’y rapportent en procédant à des consultations élargies avec des communautés et des organisations autochtones.
5. Nous, représentants des autochtones, revendiquons fermement auprès des États et des organisations internationales notre droit de participer pleinement aux travaux des forums nationaux ou internationaux qui prennent des décisions sur la diversité biologique et les savoirs traditionnels tels que, entre autres organismes, la Convention sur la diversité biologique (CBD), l’Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI), la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), l’Organisation mondiale du commerce (OMC) et, au sein de l’OMPI, le Comité intergouvernemental de la propriété intellectuelle relative aux ressources génétiques, aux savoirs traditionnels et au folklore.
6. Nous recommandons aux pays d’approuver le projet de déclaration universelle des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones.
7. En tant que représentants des autochtones, nous nous déclarons fermement opposés à toute forme de brevetabilité résultant de l’utilisation de savoirs traditionnels, et nous demandons la création de mécanismes de sanction propres à prévenir le vol de notre diversité biologique.

8. Nous recommandons la création d'un fonds, financé par des États et géré par une organisation autochtone, susceptible de servir au financement de recherches effectuées par des membres des communautés.
9. Nous recommandons au Gouvernement fédéral du Brésil la création de cours destinés à renforcer les capacités par la formation de professionnels autochtones dans le domaine des savoirs traditionnels.
10. Nous recommandons la tenue d'une deuxième réunion de chamans pour une réflexion sur le thème "Convention sur la diversité biologique et savoirs traditionnels".
11. Nous recommandons la création d'un comité autochtone chargé d'accompagner les processus d'étude et de planification de la production des savoirs traditionnels.
12. Nous recommandons au Gouvernement brésilien d'adopter une politique de protection des diversités biologique et sociale qui permette le développement économique durable des peuples autochtones. Il est impératif que le gouvernement garantisse des ressources à nos communautés de telle sorte qu'elles puissent élaborer des programmes de protection des savoirs traditionnels et de préservation des espèces *in situ*.
13. Dans l'attente de l'approbation par le Congrès national du Brésil de la loi 2057/91, qui porte création du statut des sociétés autochtones – et dont le vote est en souffrance depuis plus d'une décennie – et dans l'attente de la ratification de la Convention 169 de l'OIT – dont le vote est en souffrance depuis plus de huit années et qui a déjà été approuvée par la chambre des députés –, nous proposons que les peuples autochtones examinent la nécessité d'établir un moratoire sur l'exploitation commerciale des savoirs traditionnels liés aux ressources génétiques.
14. Nous proposons aux États de reconnaître les savoirs traditionnels en tant que savoir et science en le traitant sur un pied d'égalité avec les connaissances scientifiques occidentales et en élaborant une politique dans le domaine de la science et de la technique qui reconnaisse l'importance des savoirs traditionnels.
15. Nous proposons l'adoption d'un instrument universel de protection juridique des savoirs traditionnels, l'instauration d'un système *sui generis*, distinct des régimes de protection des droits de propriété intellectuelle et qui porte notamment sur les points suivants : la reconnaissance des terres et des territoires des autochtones après leur délimitation; la reconnaissance de la propriété collective des savoirs traditionnels, qui sont imprescriptibles et inaliénables, et du fait que les ressources sont des biens d'intérêt public; le droit des peuples et des communautés autochtones de refuser l'accès à leurs savoirs traditionnels et aux ressources génétiques qui se trouvent sur leurs territoires; la reconnaissance des modes traditionnels d'organisation des peuples autochtones; l'intégration du principe du consentement préalable donné en toute connaissance de cause et d'une disposition énonçant clairement la participation des peuples autochtones à la répartition juste et équitable des avantages découlant de l'utilisation de leurs ressources et de leurs savoirs; et, enfin, la possibilité pour les peuples autochtones de continuer de s'échanger librement leurs ressources et leurs savoirs traditionnels.

16. Nous proposons que la création de bases de données et de registres des savoirs traditionnels soit amplement discutée avec les communautés et les organisations autochtones et que leur mise en place soit consécutive à la garantie des droits mentionnés dans le présent document.

À la présente réunion, des membres des communautés autochtones aux traditions solidement ancrées ainsi que des experts de premier plan se sont rassemblés pour formuler ces recommandations et ces propositions. Préoccupés par l'évolution de la prospection biologique et par l'avenir de l'humanité, celui de nos enfants et de nos petits-enfants, nous réaffirmons à l'intention des États que nous sommes pleinement conscients d'être des ayants droit et non de simples parties intéressées. C'est pourquoi nous sommes convaincus que nos recommandations et nos propositions seront acceptées en vue d'un monde meilleur.


São Luís do Maranhão, le 6 décembre 2001.

CARTA DE SÃO LUIS DO MARANHÃO


Nós representantes indígenas no Brasil pluriétnico onde vivem 220 povos, falando 180 línguas distintas entre si, com uma população de 360 mil indígenas, ocupando 12% do território brasileiro, reunidos na cidade de São Luis do Maranhão, de 04 a 06 de dezembro de 2001, para discutir o tema "A Sabedoria e a Ciência do Índio e a Propriedade Industrial", convidados pelo Instituto Nacional de Propriedade Industrial (INPI), declaramos:

1. Que nossas florestas têm se mantido preservadas graças aos nossos conhecimentos milenares;
2. Como representantes indígenas, somos importantes no processo da discussão sobre o acesso à biodiversidade e dos conhecimentos tradicionais conexos porque nossas terras e territórios contêm a maior parte da diversidade biológica no mundo, cerca de 50%, e que têm um grande valor social, cultural, espiritual e econômico. Como povos indígenas tradicionais que habitam diversos ecossistemas, temos conhecimento sobre o manejo e o uso sustentável desta diversidade biológica. Este conhecimento é coletivo e não é uma mercadoria que se pode comercializar como qualquer objeto no mercado. Nossos conhecimentos da biodiversidade não se separam de nossas identidades, leis, instituições, sistemas de valores e da nossa visão cosmológica como povos indígenas;
3. Recomendamos ao Governo do Brasil que abra espaço para que representação das comunidades indígenas possam participar no Conselho de Gestão do Patrimônio Genético;
4. Recomendamos ao Governo Brasileiro que regulamente por lei o acesso a recursos genéticos e conhecimentos tradicionais e conexos, discutindo amplamente com as comunidades e organizações indígenas;
5. Nós representantes indígenas, expressamos firmemente aos governos e aos organismos internacionais nosso direito à participação plena nos espaços de decisões nacionais e internacionais sobre biodiversidade e conhecimentos tradicionais como na Convenção sobre a Diversidade Biológica (CDB), na Organização Mundial de Propriedade Intelectual (OMPI), na Comissão das Nações Unidas sobre Comércio e Desenvolvimento, na Organização Mundial do Comércio (OMC), no Comitê Intergovernamental de Propriedade Intelectual relativo a Recursos Genéticos, Conhecimentos Tradicionais e Folclore da OMPI, entre outros organismos;
6. Recomendamos que os países aprovelem o Projeto de Declaração da ONU sobre Direitos Indígenas;
7. Como representantes indígenas, afirmamos nossa oposição a toda forma de patenteamento que provenha da utilização dos conhecimentos tradicionais e solicitamos a criação de mecanismos de punição para coibir o furto da nossa biodiversidade;
8. Recomendamos a criação de um fundo financiado pelos governos e gerido por uma organização indígena que tenha como objetivo subsidiar pesquisas realizadas por membros das comunidades;
9. Recomendamos ao Governo Federal a criação de cursos de capacitação e treinamento de profissionais indígenas na área dos direitos dos conhecimentos tradicionais;

Mario Pereira
Mutius Litoronue Uirani
Daniel Mundurucu
Guene

Belinho C. S. Gonçalves 


valuare

 DOMIS
ALVO SE

 ANTONIO
ALIA. GONDES

Getulio Kanash
umban Kanash

Raimunda Kanash
Silvio M. Guaranha

 VILTO KRENAK
Miquelina da Silva
Caria Dina Novato

40 de maio

10. Recomendamos que seja realizado um II Encontro de Pajés sobre a Convenção da Diversidade Biológica e Conhecimentos Tradicionais;
11. Recomendamos que seja assegurado a criação de um Comitê Indígena para o acompanhamento dos processos de discussão e planejamento da produção dos Conhecimentos Tradicionais;
12. Recomendamos que o governo adote uma política de proteção da biodiversidade e sociodiversidade destinada ao desenvolvimento econômico sustentável dos povos indígenas. É fundamental que o governo garanta recursos para as nossas comunidades desenvolverem programas de proteção dos conhecimentos tradicionais e preservação das espécies *in situ*
13. Até que o Congresso Nacional brasileiro aprove o projeto de lei 2057/91 que institui o Estatuto das Sociedades Indígenas parado na Câmara dos Deputados, há mais de 10 anos, e a ratificação da Convenção 169 da OIT, parado no Senado há 8 anos e, já aprovado pela Câmara dos Deputados, propomos que os povos indígenas discutam a necessidade do estabelecimento de uma moratória na exploração comercial dos conhecimentos tradicionais associados aos recursos genéticos;
14. Propomos aos governos que reconheçam os conhecimentos tradicionais como saber e ciência, conferindo-lhe tratamento equitativo em relação ao conhecimento científico ocidental, estabelecendo uma política de ciência e tecnologia que reconheça a importância dos conhecimentos tradicionais,
15. Propomos que se adote um instrumento universal de proteção jurídica dos conhecimentos tradicionais, um sistema alternativo, sistema *sui generis*, distinto dos regimes de proteção dos direitos de propriedade intelectual e que entre outros aspectos contemple: o reconhecimento das terras e territórios indígenas, consequentemente a sua demarcação; o reconhecimento da propriedade coletiva dos conhecimentos tradicionais como imprescritíveis e impenhoráveis e dos recursos como bens de interesse público; com direito aos povos e comunidades indígenas locais negarem o acesso aos conhecimentos tradicionais e aos recursos genéticos existentes em seus territórios; do reconhecimento das formas tradicionais de organização dos povos indígenas; a inclusão do princípio do consentimento prévio informado e uma clara disposição a respeito da participação dos povos indígenas na distribuição equitativa de benefícios resultantes da utilização destes recursos e conhecimentos; permitir a continuidade da livre troca entre povos indígenas dos seus recursos e conhecimentos tradicionais
16. Propomos que a criação de bancos de dados e registros sobre os conhecimentos tradicionais sejam discutidos amplamente com comunidades e organizações indígenas e que a sua implantação seja após a garantia dos direitos mencionados neste documento.


Miquelina
TERENA


José Altin.
GUASARÁ


ANTONIO
GUASARÁ

AMBROS
CARACAU


RAIMUNDO
KRENAK

Raimunda Kanash
Yarauciu CIP

Neste encontro estão reunidos membros das comunidades indígenas com fortes tradições bem assim como líderes experts para formular estas recomendações e propostas. Preocupados com o avanço da bioprospecção e o futuro da humanidade, dos nossos filhos e dos nossos netos que, reafirmamos aos governos que firmemente reconhecemos que somos detentores de direitos e não simplesmente interessados. Por esta razão temos certeza de que as nossas recomendações e proposições serão acatadas para a melhoria da humanidade.

Em São Luis do Maranhão, 06 de dezembro, de 2001.

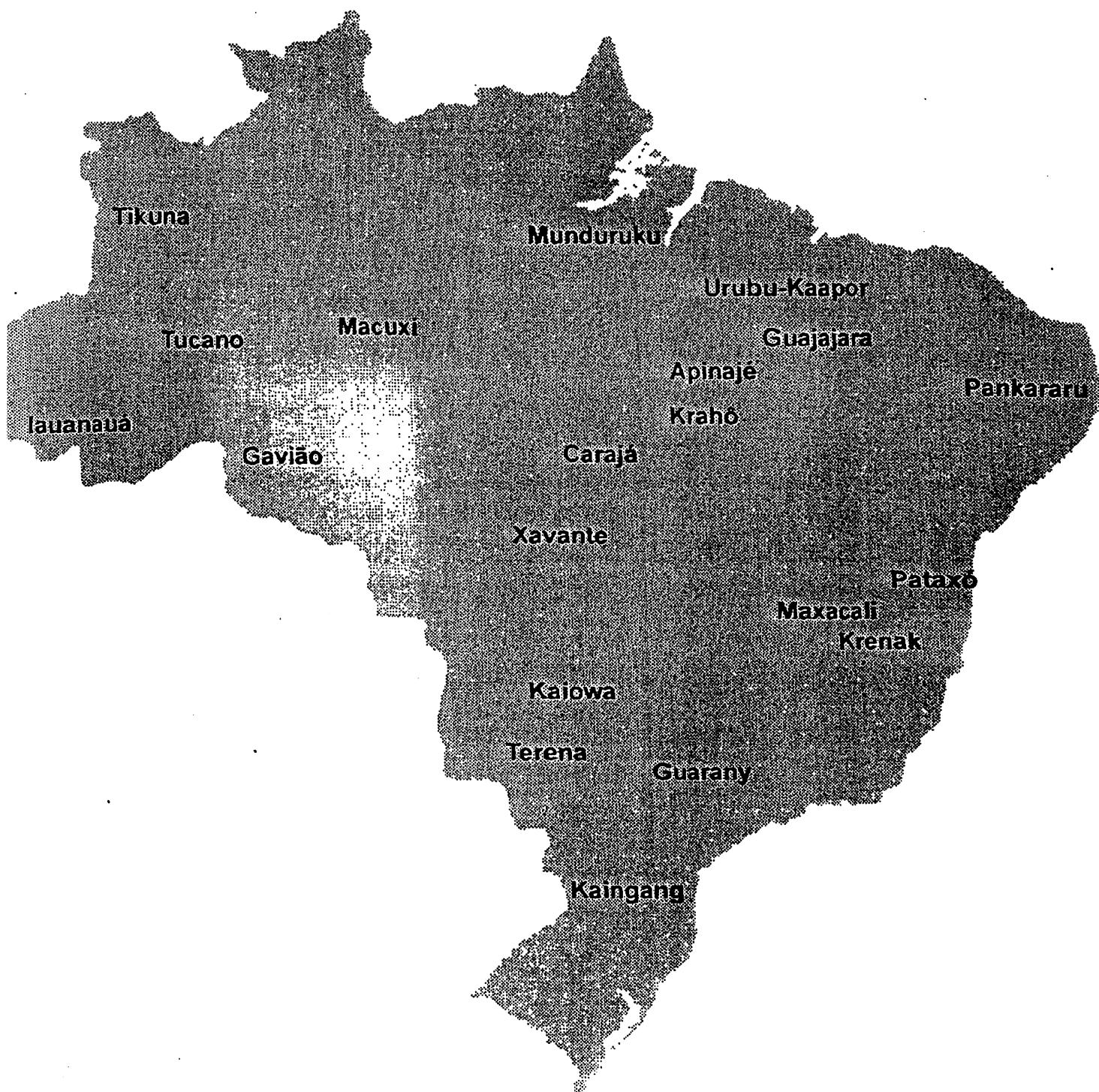
Roberto Waraia

Silvio mariani

Getulio do Queiroz - Dourado

Paizl itambel

Elisabete Gabriel Gentil



[Fin de l'annexe et du document]